



Jeudi 7 février 2019

Communiqué de presse

RENTRÉE 2019 : ÉCONOMIES EN VUE DANS LES SEGPA

Dijon, Paris, Limoges... le nombre d'académies annonçant une diminution des dotations pour la rentrée 2019 dans les SEGPA (*sections d'enseignement général et professionnel adapté*) ne cesse de croître ! Cette baisse des moyens se traduit par des suppressions de postes et une dégradation des conditions d'enseignement. L'inclusion des élèves de Sixième en classe ordinaire se développe rapidement sans réflexion sur les conditions de leur réussite scolaire. Dans les ateliers, le nombre d'élèves augmente.

Pourtant, dans leur format actuel, les SEGPA sont des structures qui permettent des parcours scolaires adaptés pour des élèves en difficulté.

Sans offre de formation correspondant à leurs besoins et avec des conditions d'études dégradées, quel avenir réserve-t-on aux élèves de ces sections ? Les dispositifs ULIS (*unités localisées pour l'inclusion scolaire, pensées pour les élèves en situation de handicap*) ne peuvent se substituer aux classes de SEGPA car ils ne concernent pas les mêmes publics. L'inclusion à marche forcée est génératrice d'échec.

En rognant ainsi sur les moyens accordés aux SEGPA, dans le cadre d'un budget contraint, l'institution enlève encore des moyens à une structure accueillant des élèves en grandes difficultés.

Le SNUEP-FSU, le SNPI-FSU, le SNES-FSU, le SNEP-FSU et le SNUipp-FSU dénoncent ces restrictions de moyens, néfastes pour les jeunes en grande difficulté scolaire. Ils revendiquent le maintien, partout où elles existent, des structures SEGPA dès la Sixième, avec les moyens prévus réglementairement et un maximum de 16 élèves en classe entière et 8 en atelier.